



Lettre à M. Alvaro URIBE,
Président du Gouvernement colombien

Le 21 octobre 2006

Aux bons soins de M l'Ambassadeur de Colombie

Monsieur le Président,

Nous venons d'apprendre avec consternation votre décision de mettre un terme, de façon brutale, aux négociations entre votre Gouvernement et les FARC en vue d'un accord humanitaire visant à mettre fin aux pratiques iniques de séquestration et de kidnapping qui ont lieu actuellement en Colombie, dans le contexte du conflit armé qui déchire le pays depuis des décennies.

Comme démocrates et citoyens, nous condamnons avec fermeté l'attentat qui a été commis ce jeudi 19 octobre et a blessé cinq militaires et dix civils. Mais en faire le prétexte pour renoncer aux négociations en cours, considérer l'échange humanitaire « comme une farce » (selon vos propres termes) et revenir à la seule option armée en vue de la libération des otages serait un drame sans équivalent :

- *un drame pour les otages* : l'option militaire est une condamnation à mort des otages face à des groupes armés dont les pratiques de violation des droits humains ne feront que s'amplifier face au déploiement de la violence militaire ;
- *un drame pour la Colombie* : l'option militaire n'a rien apporté à la Colombie et aux colombiens, sinon la perpétuation de la peur, des assassinats ou des exactions. De plus, comme le déclarait M. Ernesto SAMPER à Biarritz, il y a quelques jours, lors d'un sommet Europe-Amérique Latine, l'actuel conflit est une charge considérable pour le budget de l'Etat colombien : il n'a fait que repousser les guérilléros hors les villes, dans des régions retirées où toute victoire militaire s'avère impossible, et plonge le pays dans un état de violence permanente ;
- *un drame pour la Communauté Internationale toute entière* : ces négociations ont reçu l'appui de trois pays (France-Espagne-Suisse) qui ont agi sans compter auprès des deux parties en conflit, pour parvenir à un accord humanitaire. Il bénéficie du soutien de l'Organisation des Nations Unies, des organisations non gouvernementales de défense des droits humains et de l'ensemble des opinions publiques internationales. Y renoncer reviendrait à trahir une dynamique dont vous



avez bénéficiée et porter atteinte de manière injustifiable aux idéaux de dialogue et de non-violence qui sont ceux des nations démocratiques dont vous vous réclamez.

Monsieur le Président, répondre à la violence par la violence revient à s'abaisser au niveau de ce que l'on condamne.

Il y a plus d'un an, le 31 mars 2005, votre délégué auprès de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, M. Carlos FRANCO, rappelait devant Mme Louise HARBOUR, haut commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, la volonté de votre gouvernement d'alors de participer activement à la résolution du drame des séquestrés et à un plus grand respect des droits humains dans votre pays. Il y a deux jours, le 18 octobre 2006, c'est-à-dire la veille de l'attentat, votre Ambassadeur auprès de l'Union Européenne, M. Carlos COLMES-TRUJILLO, réitérait, dans les locaux de la Commission Européenne et devant un public nombreux, la volonté du gouvernement colombien de participer « de toutes ses forces » à la construction de l'accord humanitaire. Comment renier des engagements publics aussi solennels, qui ont eu pour témoin l'opinion publique internationale ?

Voilà pourquoi nous voulons joindre notre voix à celles de toutes les familles d'otages pour vous demander expressément de renoncer à votre intention de lancer une opération militaire de sauvetage, dont on sait qu'elle sera presque certainement fatale pour les otages, et de poursuivre les négociations en cours en vue de parvenir à un accord humanitaire.

Par là même occasion, nous demandons au président de la République française, M. Jacques CHIRAC, à M. José Manuel BARROSO, Président de la Commission européenne, ainsi qu'à tous les gouvernements européens, de faire en sorte qu'une solution négociée et non militaire soit trouvée au problèmes des séquestrés de Colombie, premier pas vers un respect authentique des droits humains dans ce pays et à une solution pacifique au conflit armé.

Au nom de toutes les associations et comités membres de la la Fédération Internationale des Comités Ingrid Betancourt

Armand Burguet, président